



# MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE AUPRÈS DES NATIONS UNIES

Seul le texte prononcé fait foi

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Session de fond 2005  
Segment à haut niveau

DEBAT GENERAL

Déclaration

de

**M. Serge Chappatte**

Ambassadeur, Directeur général assistant  
Direction du développement et de la coopération  
Département fédéral des affaires étrangères

---

**New York, 30 juin 2005**

Monsieur le Président,

J'aimerais d'abord remercier tous ceux qui ont participé à la préparation de cette importante réunion du segment à haut niveau de l'ECOSOC.

Comme les rédacteurs du rapport du Secrétaire général l'ont fort bien mis en évidence, la réalisation des objectifs de développement du Millénaire va de pair avec la mise en œuvre de tous les objectifs de développement sur lesquels la communauté internationale s'est accordée au cours des sommets spécialisés des quinze dernières années. C'est à ce titre que la Suisse considère les ODM comme la « locomotive » de l'agenda global de développement.

Le grand nombre des objectifs de développement durable approuvés par la communauté internationale, ainsi que leur étroite interrelation, implique des efforts exceptionnels au plan de la cohérence des politiques – qu'il s'agisse des politiques nationales de développement ou des politiques de coopération poursuivies par les pays donateurs et les agences multilatérales.

La Suisse considère qu'il est essentiel, dans ce contexte particulièrement complexe, de rappeler notre point de repère commun : l'être humain, élément central et sujet principal des efforts de développement.

Bien conscient de la multitude des aspects relatifs au développement durable, tel que l'interdépendance de l'homme et de l'environnement, j'attire votre attention sur deux secteurs d'intervention pratiques qui sont particulièrement cruciaux à moyen et long terme : l'éducation et la santé. Ces deux secteurs font partie des ODM mais aussi des objectifs réaffirmés dans le cadre de la plupart des conférences des années '90.

Nous devons tout d'abord offrir à tous les enfants du monde l'éducation qui leur permettra de prendre leurs responsabilités dans leur vie d'adultes, de faire des choix appropriés, de participer activement à la vie de leur communauté, de leur pays. Et nous réalisons tous, dans un monde qui évolue aussi rapidement que le nôtre, que nos enfants doivent aussi rapidement que possible en savoir autant que nous, voire bien plus encore.

Offrir une éducation de qualité à tous nos enfants, c'est investir dans notre avenir commun. Et cette démonstration n'est pas seulement applicable aux dimensions socio-économiques

de l'existence humaine ; elle l'est aussi dans le domaine de la paix et de la sécurité, tant l'éducation offre le premier barrage contre la peur, les exclusions, l'intolérance et les extrémismes nourris par l'ignorance et les passions.

Ensuite, nous nous devons d'assurer à chacun l'accès à un système de santé primaire fonctionnel et efficace. Ceci implique bien sûr l'accès aux médicaments de base, mais, de façon plus importante encore, ceci implique de pouvoir disposer d'un personnel soignant, suffisant en nombre et en qualité. N'oublions pas en effet que des millions d'enfants, de femmes et d'hommes meurent chaque année des conséquences de maladies souvent relativement bénignes lorsque que des soins simples sont disponibles. Les populations qui paient aujourd'hui un tribut très lourd entre autre à la diarrhée, aux complications lors de l'accouchement et à certaines maladies infantiles ne sont certainement pas en mesure de saisir les quelques opportunités de développement qui leur sont offertes par ailleurs.

Dans ce contexte, la Suisse ne peut que souligner une fois encore que l'accès universel à la santé génésique et le respect des droits qui lui sont liés est une contribution essentielle à la réalisation des objectifs de développement en matière de santé, mais aussi une pré-condition universelle au développement socio-économique.

Restant fidèle à la priorité du développement humain, la Suisse souhaite aussi souligner l'importance primordiale du renforcement des compétences et des institutions publiques dans les pays en développement – un vecteur opérationnel à notre avis trop souvent dédaigné. En effet, nous reconnaissons collectivement depuis des années que les politiques de développement ne peuvent être formulées que par les autorités nationales. Et il est certes réjouissant de considérer que ce principe est respecté de manière de plus en plus efficace par tous les partenaires de développement. Il nous faut cependant reconnaître que « savoir ce que l'on veut faire » n'équivaut pas systématiquement à « savoir le faire », ou encore à « pouvoir le faire » - malgré la meilleure volonté du monde.

La nécessité absolue pour les pays en développement de disposer de personnel compétent et d'institutions publiques fonctionnelles touche à toutes les dimensions de l'effort de développement. Nous citerons à titre d'exemple – comme évoqué plus tôt - les domaines de l'éducation et de la santé, ou encore, de manière plus générale, le besoin pour chaque Etat, et dans chaque secteur, de formuler et de mettre en œuvre des politiques efficaces, ou de gérer les nouvelles formes de coopération internationale telles l'aide budgétaire directe ou les approches sectorielles intégrées.

Si toutes les agences bilatérales et multilatérales de coopération internationale doivent aligner leurs approches sur les ODM et contribuer à la réalisation de l'agenda international pour l'harmonisation et la simplification de l'aide, elles devraient aussi s'assurer de contribuer de façon optimale au renforcement des compétences et des institutions nationales de leurs partenaires. Il est à ce titre très important de mentionner que coopération technique n'est que trop rarement synonyme de renforcement des compétences, et qu'un effort sérieux devrait être fait pour maximiser l'impact de l'aide dans ce sens.

Nous croyons dans ce contexte que les agences opérationnelles de développement des Nations Unies – y compris les agences spécialisées – ont un rôle éminent à jouer. Leur expérience, le crédit dont elles disposent souvent auprès de leurs partenaires gouvernementaux ainsi que les valeurs qu'elles incarnent les mettent en excellente position pour se faire les championnes du renforcement des compétences et des institutions. La Suisse les encourage dans leurs efforts actuels et continuera à les soutenir dans cette perspective.

Merci Monsieur le Président.

Mr. President,

Let me begin by thanking all those who have been involved in the preparation of this important ECOSOC High-level Segment meeting.

As the authors of the Secretary-General's report so excellently pointed out, the achievement of the Millennium Development Goals goes hand-in-hand with the implementation of all development objectives agreed by the international community in the course of the specialized summits which have taken place over the last fifteen years. Against this background, Switzerland views the MDGs as the veritable "locomotive" of the global development agenda.

The large number of development objectives approved by the international community, along with their close interrelation, implies that exceptional efforts must be made to ensure the overall coherence of policies, whether in terms of national development policies or in terms of the cooperation policies being pursued by donor countries and multilateral agencies.

In this particularly complex setting, Switzerland deems it crucial to recall our common reference: the human being as focal point and principal object of concern in all development activities.

Fully aware of the multitude of factors related to sustainable development, including the interdependence between human being and environment, I call your attention on two practical sectors of intervention, which are particularly crucial for the medium and long term: Education and health. Both sectors are contained in the MDGs and in the objectives reaffirmed within the frame of the majority of the conferences of the nineties.

First and foremost, we should provide all of the children throughout the world with an education enabling them to shoulder the responsibilities of adult life, to make the right choices, and to participate as active citizens in the life of their community and of their country. Furthermore, all of us realize that in today's ever more rapidly evolving world, our children will be obliged to acquire our level of knowledge – or even significantly exceed it - in as short a time as possible.

Providing all of our children with a quality education is an investment in our common future. Moreover, this investment is not merely limited to the socio-economic dimensions of human existence. Education also yields its fruit in the domain of peace and security where it represents a primary remedy against fear, exclusion, intolerance and extremisms nourished by ignorance and untempered emotions.

Secondly, it is our duty to ensure that each and every individual has access to a functional and effective system of basic health care. Naturally, this implies access to basic medicines. Yet even more important, it presupposes the existence of a sufficient number of adequately trained medical personnel. Indeed, let us not forget that every year millions of children, women, and men die of illnesses that are often relatively harmless if a simple treatment is administered early on. The populations which are paying a heavy price today due to illnesses like diarrhea, complications resulting from childbirth, or certain infantile and childhood diseases are clearly far from able to seize the few development opportunities being offered them in other sectors.

Bearing this in mind, Switzerland cannot help but once again stress that universal access to reproductive health care and respect for the rights which this access entails, represents not only a core contribution to the achievement of the development goals with respect to health, but also a universal prerequisite for socio-economic development.

Switzerland – unwavering in according priority to human development – would also like to underline the vital importance of competence-building and the strengthening of public institutions in the developing countries. In our opinion, this operational vector of development is all too often neglected. We have, in fact, collectively acknowledged for years already that development policies can only be shaped by national authorities. While it is certainly encouraging for us to consider that this principle is respected by all of the development partners in a growingly effective manner, we are nonetheless obliged to recognize that "knowing what we want to do" does not necessarily mean "knowing how to do it" or "being able to do it", irregardless of how good our intentions may be.

It is absolutely necessary for developing countries to dispose of competent personnel and functioning public institutions, as this has repercussions on all dimensions of the development effort. As illustration, we would point to the domains of education and health which we mentioned earlier, or even – more generally speaking – to the need for every state and in whatever sector, to formulate and to implement effective policies and to manage the

new forms of international cooperation such as direct budgetary assistance or integrated sectoral approaches.

If all of the bilateral and multilateral development agencies providing today's international assistance are obliged to harmonize their approaches on the basis of the MDGs and to contribute to the implementation of the international agenda for aid harmonization and simplification, they should also make certain that they are contributing in an optimum manner to strengthening the competencies and the national institutions of their partners. This being the case, it must be said that technical cooperation is all too rarely synonymous with competence building, and that a serious effort should be undertaken to maximize the impact of international aid to this end.

We believe that the United Nations operational development agencies – including its specialized agencies – have an eminent role to play in this context. Their experience, the prestige they often enjoy in the eyes of their governmental partners, along with the values which they embody, place them in an excellent position to champion the cause of strengthening competencies and national institutions. Switzerland encourages them in their current efforts and will continue to provide its targeted support.

Thank you, Mr. President.